



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-194/12

**Concepción Maestre García
contre
Centros Comerciales Carrefour SA**

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Juzgado de lo Social de Benidorm)

«Article 99 du règlement de procédure — Directive 2003/88/CE — Aménagement du temps de travail — Droit au congé annuel payé — Congé annuel fixé par l'entreprise coïncidant avec un congé de maladie — Droit de bénéficier du congé annuel à une autre période — Indemnité financière pour congé annuel non pris»

Sommaire – Ordonnance de la Cour (sixième chambre) du 21 février 2013

1. *Politique sociale — Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs — Aménagement du temps de travail — Droit au congé annuel payé — Principe du droit social de l'Union revêtant une importance particulière*

(Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, art. 31, § 2; directive du Parlement européen et du Conseil 2003/88, art. 7, § 1)

2. *Politique sociale — Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs — Aménagement du temps de travail — Droit au congé annuel payé — Finalité*

(Directive du Parlement européen et du Conseil 2003/88, art. 7, § 1)

3. *Politique sociale — Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs — Aménagement du temps de travail — Droit au congé annuel payé — Dispositions nationales ou conventions collectives excluant la possibilité pour un travailleur se trouvant en congé de maladie durant la période de congé annuel de bénéficier de ce dernier à une autre période — Incompatibilité avec le droit de l'Union — Fixation des congés en prenant en compte les intérêts de l'employeur*

(Directive du Parlement européen et du Conseil, 2003/88, art. 7, § 1)

4. *Politique sociale — Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs — Aménagement du temps de travail — Droit au congé annuel payé — Interprétation d'une réglementation nationale de façon à permettre le remplacement du congé annuel non pris pour des raisons d'incapacité de travail par une indemnité financière — Incompatibilité avec le droit de l'Union*

(Directive du Parlement européen et du Conseil 2003/88, art. 7)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 16, 17, 24)

2. Voir le texte de la décision.

(cf. points 18, 19)

3. L'article 7, paragraphe 1, de la directive 2003/88, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une interprétation de la réglementation nationale selon laquelle un travailleur qui est en congé de maladie durant la période de congés annuels fixée unilatéralement dans le calendrier des congés de l'entreprise où il est employé n'a pas le droit, au terme de son congé de maladie, de bénéficier de son congé annuel à une période autre que celle initialement fixée, le cas échéant en dehors de la période de référence correspondante, pour des raisons liées à la production ou à l'organisation de l'entreprise.

Dans l'hypothèse où les intérêts de l'entreprise s'opposent à l'acceptation de la demande du travailleur concernant la nouvelle période de congés annuels, l'employeur est obligé d'accorder au travailleur une autre période de congés annuels proposée par ce dernier qui soit compatible avec lesdits intérêts.

(cf. point 21, 23, 25, disp. 1)

4. L'article 7 de la directive 2003/88, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une interprétation de la réglementation nationale qui permet que, pendant la durée du contrat de travail, la période de congé annuel dont le travailleur n'a pu bénéficier en raison d'une incapacité de travail soit remplacé par une indemnité financière.

(cf. point 30, disp. 2)